

Justice environnementale et droits humains : comprendre les tensions et explorer les possibilités

Présentation

Environmental Justice and Human Rights: Investigating the Tensions, Exploring the Possibilities Presentation

Lucie Lamarche, Sonya Nigam, Sylvie Paquerot, David Robitaille et Sophie Thériault

Volume 43, numéro hors-série, 2013

Justice environnementale et droits humains : comprendre les tensions et explorer les possibilités
Environmental Justice and Human Rights: Investigating the Tensions, Exploring the Possibilities

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021209ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021209ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)

2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lamarche, L., Nigam, S., Paquerot, S., Robitaille, D. & Thériault, S. (2013). Justice environnementale et droits humains : comprendre les tensions et explorer les possibilités : présentation / Environmental Justice and Human Rights: Investigating the Tensions, Exploring the Possibilities: Presentation. *Revue générale de droit*, 43, 7–10. <https://doi.org/10.7202/1021209ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 2013

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Justice environnementale et droits humains : comprendre les tensions et explorer les possibilités

Présentation

Du 8 au 12 novembre 2012, le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne (CREDP) et le Centre du droit de l'environnement et de la durabilité mondiale de l'Université d'Ottawa, en partenariat avec la Clinique de droit de l'environnement Ecojustice, tenaient un colloque international intitulé *Justice environnementale et droits humains : comprendre les tensions et explorer les possibilités*. Cet événement, subventionné par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) et le CREDP, avait pour objet, par l'entremise d'un dialogue interdisciplinaire, d'approfondir la compréhension des rapports qui existent entre les droits de la personne et le mouvement sociopolitique de la justice environnementale. L'objectif général de cette conférence était donc d'offrir un lieu de réflexion et d'échanges permettant aux chercheurs et aux analystes provenant de divers horizons disciplinaires, professionnels, géographiques et culturels de partager, après quelques décennies d'évolution et en tenant compte des développements les plus récents, leur compréhension des droits fondamentaux liés à l'environnement, de la justice environnementale et des liens entre ces deux approches.

Ce numéro hors série de la *Revue générale de droit* rassemble plusieurs textes qui ont fait l'objet de présentations dans le cadre de ce colloque et dont la publication a été recommandée par suite du processus d'évaluation par les pairs de la *Revue*. Ces textes proposent de riches réflexions sur la notion de justice environnementale, son développement sur les plans national et international, ainsi que sur son utilité, ses limites, ses contours et ses exigences, pour la plupart dans le contexte d'études de cas portant sur

l'Afrique du Sud, la Bolivie, le Canada, les États-Unis, le Pérou et le Royaume-Uni. La publication de ce numéro hors série n'aurait pas été possible sans le soutien financier du CRSH et du CREDP, que nous remercions vivement.

Nous souhaitons également remercier Mme Claire Gauvreau, adjointe à la *Revue*, ainsi que les assistantes à la rédaction Mmes Stéphanie Lacroix et Marie-Ève Paquette, pour leur excellent travail d'édition des textes et leur professionnalisme dans la confection de ce numéro hors série qui a représenté une somme de travail considérable.

Le comité organisateur,

Lucie Lamarche, professeure en congé, Faculté de droit, Université d'Ottawa

Sonya Nigam, Directrice, Bureau des droits de la personne, Université d'Ottawa

Sylvie Paquerot, professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa

David Robitaille, professeur, Faculté de droit, Université d'Ottawa

Sophie Thériault, professeure, Faculté de droit, Université d'Ottawa

Environmental Justice and Human Rights: Investigating the Tensions, Exploring the Possibilities

Presentation

From 8 to 12 November 2012, the University of Ottawa's Human Rights Research and Education Centre (HRREC) and the Centre for Environmental Law and Global Sustainability, in partnership with the uOttawa — Ecojustice Environmental Law Clinic, held an international conference entitled "Environmental Justice and Human Rights: Investigating the Tensions, Exploring the Possibilities". This event, sponsored by the Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC) of Canada and the HRREC, was, through interdisciplinary dialogue, to deepen the understanding of the relationship between human rights and the socio-political movement for environmental justice.

The overall objective of this conference was to provide a forum for discussion and exchange for researchers and analysts from various professional, geographical and cultural disciplinary backgrounds in the scope of sharing, after several decades of evolution and taking into account the most recent developments in the field, their understanding of both human rights related to the environment and environmental justice, and the link between these two approaches.

This special issue of the *Revue générale de droit* includes several articles, based on presentations given at this conference, the publication of which was recommended by a peer review process of this journal. These texts offer a rich contemplation on the concepts of environmental justice, its development at the national and international levels, as well as its usefulness, its limitations and its requirements, mostly in the context of case studies on South Africa, Bolivia, Canada, the United States, Peru and the United Kingdom. This special issue would not have been possible without the financial

support of the SSHRC and the HRREC, for which we are deeply grateful.

We would equally like to thank Mrs. Claire Gauvreau, administrative assistant, as well as editorial assistants Mses. Stéfanie Lacroix and Marie-Ève Paquette, for their professionalism, excellent editorial work and considerable effort put into the production of this special issue.

The organizing committee,

Lucie Lamarche, Professor (on leave), Faculty of Law, University of Ottawa

Sonya Nigam, Director, Human Rights Office, University of Ottawa

Sylvie Paquerot, Professor, School of Political Studies, University of Ottawa

David Robitaille, Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Sophie Thériault, Professor, Faculty of Law, University of Ottawa